

Soutien au français, l'heure du choix

ÉCOLE La CDIP demande encore du temps avant que la Confédération n'intervienne pour imposer l'apprentissage de deux langues étrangères en primaire. Elle craint un référendum qui tourne mal. Alain Berset, lui, est pressé d'agir pour préserver le français

CATHERINE DUBOULOZ
@catdz

La balle, désormais, est dans le camp d'Alain Berset, le chef du Département de l'intérieur. A lui de convaincre ses collègues de la nécessité d'une intervention de la Confédération sur la question ultra-sensible de l'enseignement des langues nationales – du français pour être clair. Par un compromis élaboré en 2004 et réaffirmé en 2014, les cantons se sont engagés à enseigner deux langues étrangères à l'école primaire, dont au moins une deuxième langue nationale. Mais cette décision est remise en question: certains cantons de Suisse orientale, dont la Thurgovie ou Glaris, veulent repousser l'apprentissage du français au secondaire (dès 12 ans) pour n'enseigner que l'anglais en primaire. Plusieurs initiatives populaires sont également pendantes, à Zurich et à Lucerne; d'autres sont en cours de récolte de signatures.

Jusque-là, le conseiller fédéral a préféré laisser le temps aux cantons, compétents en matière d'enseignement. Mais il a fixé un délai à fin juin et balisé le terrain en vue d'une intervention. Comme il l'avait déclaré au *Temps* en avril dernier: «Il ne faut pas s'attendre à ce que nous restions les bras croisés si les cantons [...] ne respectent pas les objectifs qu'ils se sont eux-mêmes fixés.»

Projet prêt à partir

Le moment du passage à l'action semble donc arrivé. À l'issue d'une réunion la semaine dernière, la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) a exposé sa position par lettre à Alain Berset. Le ton de la missive a valeur de signe d'orientation: les membres de la CDIP n'y délivrent pas de message fort capable de calmer les esprits. Au contraire, le ton reste administratif et juridique. La CDIP marque davantage son attachement au fédéralisme qu'à l'enseignement des langues et tente de gagner du temps. Grosso modo, parmi les cantons, les Romands sont favorables à une application stricte du compromis de 2004, ceux qui



Le dilemme sur l'enseignement des langues persiste: faut-il défendre la cohésion nationale et le plurilinguisme à tout prix ou laisser les cantons à la manœuvre?

bordent la frontière linguistique défendent aussi le français, une partie de la Suisse orientale et centrale veut pouvoir s'organiser comme elle l'entend: le Tessin, les Grisons et Uri vivent une situation particulière.

De son côté, Alain Berset a déjà mis en marche ses services pour préparer un projet. L'idée est de passer par une révision de la loi sur les langues. Celle-ci préciserait que l'enseignement de la deuxième langue nationale commence au

dégré primaire et dure jusqu'à la fin du cycle d'orientation. Cette formulation ne fixe ni la langue étrangère introduite la première, ni d'année scolaire en particulier. Consultée sur ce point, la CDIP admet que «la liberté d'action des

cantons reste garantie». Cette variante notamment pourrait être mise en consultation si le Conseil fédéral décide de prendre en main la situation. Un autre texte demeure en embuscade: il sert à maintenir la pression.

Il s'agit d'une initiative parlementaire, plus restrictive en matière de souveraineté cantonale: elle exige que «l'apprentissage d'une deuxième langue nationale commence au plus tard deux ans avant la fin de la scolarité primaire».

Risque de référendum

Alors? Faut-il défendre la cohésion nationale et le plurilinguisme à tout prix ou laisser les cantons à la manœuvre? Au sein de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture, certains élus se montrent favorables à une intervention sans plus attendre, comme Mathias Reynard. D'autres, ardents défenseurs du fédéralisme, y sont opposés. C'est aussi la position majoritaire à la CDIP, avec cet argument: le risque d'un référendum qui pourrait tourner à «l'épreuve de vérité à l'échelle nationale». «Nous sommes toujours favorables au compromis sur les langues, mais nous craignons les effets collatéraux de l'adoption d'une loi si elle était suivie d'une votation populaire, explique Christoph Eymann, président de la CDIP et conseiller national (PLR/BS). Pour éviter cela, nous essayons toujours de convaincre nos collègues de ne pas suivre la Thurgovie.» Pour tant grand défenseur du français, Jacques-André Maire (PS/NE), président d'Helvetia Latina, craint aussi des «effets catastrophiques» et un «autogol» si la loi était refusée suite à un référendum. Mais il admet que «plus la Confédération attend pour agir, plus ce sera difficile».

«Je n'ai pas peur d'un référendum, rétorque Mathias Reynard. Politiquement, je me réjouis de voir comment l'UDC, qui attaque souvent le français, défendra la suppression d'une langue nationale au profit de l'anglais. Je suis confiant: le peuple suisse est attaché au plurilinguisme et s'est déjà prononcé très favorablement sur l'harmonisation scolaire.» Christoph Eymann, lui, souhaiterait une nouvelle votation cantonale favorable au français comme à Nidwald en mars 2015, qui permettrait de prouver l'attachement à la langue de Molière, de Stromae ou de Grand Corps Malade. ■

UNIVERSITÉ

Mobilisation pour sauver une chaire de français à Zurich

C'est la période des lettres. Alain Berset vient d'en recevoir une seconde sur le thème des langues. Vingt et un professeurs de littérature française moderne des Universités de Neuchâtel, Lausanne, Genève, Fribourg, Bâle et Berne s'adressent au ministre de l'intérieur. Ils s'élèvent contre le projet de l'Université de Zurich de supprimer la chaire de littérature française des XIXe et XXe siècles, en janvier 2019, lors du départ à la retraite de son titulaire, Patrick Labarthe. Cette annonce s'inscrit «dans le mouvement général de démantèlement de

l'enseignement du français en Suisse alémanique, et ce à tous les niveaux», écrivent les auteurs de la lettre dont *Le Temps* a pris connaissance. Ils critiquent «un geste (qui) va à l'encontre de l'équilibre du monde académique suisse et de la cohésion nationale». Les professeurs craignent aussi un «dépeuplement du Romanisches Seminar de l'Université de Zurich».

Le conseiller national Mathias Reynard (PS/VS) partage cette analyse: «Clairément, le contexte global est peu favorable à la cohésion nationale et au respect

de la diversité linguistique. De multiples petits signaux s'additionnent et sont à prendre au sérieux», estime-t-il, citant à la fois les attaques contre l'apprentissage du français en primaire, la possible suppression de la chaire à Zurich, le peu d'efforts mis dans les échanges scolaires ou les difficultés pour les minorités linguistiques au sein de l'administration fédérale. Il y a deux semaines, l'élu valaisan a déposé une interpellation au Conseil fédéral sur la suppression de la chaire. Comme les professeurs, il souhaite une prise de position d'Alain Berset. ■ C. DZ.

Le Conseil fédéral ne s'entend pas sur les priorités

RELATIONS SUISSE-UE La communication des membres du gouvernement est passée au crible par une commission parlementaire

Le Brexit et ses conséquences ont occupé la Commission de politique extérieure (CPE) du Conseil national pendant trois heures mardi. Didier Burkhalter et le secrétaire d'Etat Jacques de Watteville ont fait le point devant ses membres et des représentants de la commission suédoise des Etats. Le ministre des Affaires étrangères a énuméré «les différents scénarios envisageables en termes de négociation et les

prochaines étapes concrètes», a communiqué la CPE. Elle prend acte de la volonté du gouvernement de «trouver une solution consensuelle avec l'UE au sujet de la gestion de l'immigration» et note qu'il compte poursuivre dans cette voie durant l'été.

Dans les discussions de la commission, plusieurs voix, dont le timbre ressemble fort à celui de l'UDC, se sont inquiétées d'entendre les membres du Conseil fédéral dire des choses différentes ces derniers temps. Elles demandent une «position uniforme» et une «communication claire et cohérente» du gouvernement. Ce n'est pas la première fois que ce souci est

exprimé. On entend les mêmes réflexions dans certains départements fédéraux car les priorités des uns ne sont pas toujours celles des autres.

Bonne communication post-Brexit

Didier Burkhalter poursuit l'objectif de trouver rapidement une solution commune avec l'UE pour l'immigration. Mais il n'abandonne pas l'idée d'un accord-cadre qui servira de toit institutionnel à l'ensemble des traités bilatéraux avec un organe d'arbitrage.

Simonetta Sommaruga accorde la priorité à la mise en œuvre de l'initiative sur

l'immigration. En tout état de cause, elle souhaite apporter une réponse dans les délais imposés par la Constitution ou à peu près. Elle ne veut en revanche pas prendre le risque de tout faire capoter à cause d'un accord institutionnel controversé, dit-on à Berne.

Johann Schneider-Ammann veut avant tout permettre aux chercheurs suisses de réintégrer le plus vite possible les programmes européens Horizon 2020. Cela passe par l'extension de la libre circulation des personnes à la Croatie, puisque l'UE a établi un lien entre les deux dossiers.

Sans aller jusqu'à qualifier le Conseil

fédéral de «troupe du chaos» comme l'a fait le *Blick* mardi, on reconnaît à Berne que ces différences d'agenda transparaissent à travers la communication de ses membres. «Je dois cependant dire que la communication post-Brexit du gouvernement a été bonne. Johann Schneider-Ammann a eu l'élégance d'attendre l'annonce du prochain retrait de David Cameron avant de s'exprimer», relativise Manuel Tornare (PS/GE), membre de la CPE. ■

BERNARD WUTHRICH, BERNE
@bdwutrich

PUBLICITE



Découvrez le monde

Bangkok	des CHF	511	Colombo	des CHF	612
Singapour	des CHF	529	Bali	des CHF	847

qatarairways.ch

 QATAR AIRWAYS
GOMG PLACES TOGETHER